

Délibération 1.01

Soutien au projet territoire zéro chômeur longue durée porté par la commune de Port-Jérôme-sur-Seine

Intervention d'Alban BRUNEAU

Chers collègues,

Une intervention au nom de mon groupe pour saluer la mise en œuvre en Seine-Maritime, à titre expérimental à Port-Jérôme, de ce dispositif initié il y a quelques années par ATD Quart Monde.

D'abord parce que tout ce qui peut contribuer à redonner un emploi, et notamment à celles et à ceux qui en sont le plus éloignés, sans pour autant les laisser aux prises avec la précarité, va forcément dans le bon sens.

Ce sens, c'est celui de contrats en CDI sur la base du SMIC même si le salaire minimum a urgemment besoin d'être fortement réévalué.

Ensuite parce que nous sommes convaincus par les vertus de l'action de proximité, à l'échelle d'un bassin de vie, mobilisant tous les acteurs d'un territoire, qui permet de faire émerger des réponses à l'emploi mais aussi et cela va de pair à l'activité.

Car évidemment que les besoins ne manquent pas, en particulier pour répondre aux urgences écologiques, à la transition écologique qui s'impose à tous, mais aussi aux besoins sociaux et sociétaux, de l'accompagnement du quotidien des plus fragiles.

Ce projet, ce dispositif, ce n'est pas la panacée et il a ses limites comme le montre un premier rapport d'évaluation.

Les entreprises créées restent souvent très fragiles, et donc leurs activités avec, du fait de ressources insuffisantes.

Les salariés se retrouvent quelquefois en difficulté par manque d'accompagnement.

Les ressources des nouvelles activités créées ne suffisent souvent pas à couvrir le différentiel entre les coûts d'exploitation et la subvention perçue.

Les nouvelles activités créées ne reposent pas sur des politiques publiques fortes notamment dans le domaine de l'environnement pour asseoir leur pérennisation.

Mais au moins on essaye, on se mobilise, on invente des solutions, on fait bouger les lignes et ça bouscule quelquefois les dogmes.

C'est donc ok pour nous.

Je m'en voudrais cependant de ne pas évoquer, à plus grande échelle, la question du chômage.

Dans une société où factuellement :

- la population augmente ;
- le travail est inégalement réparti ;
- les besoins en activités à couvrir sont évidents ;
- la précarité et la pauvreté progressent ;
- et les richesses produites par l'économie sont croissantes y compris en période de crise grave,

Qui peut croire sérieusement que le plein emploi serait un jour atteint en augmentant la durée de travail de ceux qui en ont un et en reculant l'âge du départ en retraite ?

Depuis des décennies, le chômage est endémique alors que le PIB progresse (818 Milliards de plus en 20 ans, soit + 55% et ce malgré deux crises graves).

En s'écartant donc du dogme libéral au service des plus puissants, des plus méritants, le bon sens conduit également à penser que le plein emploi passe par une redistribution du travail tout en créant de l'activité utile, et donc par une redistribution marquée des richesses.

L'abaissement du temps de travail, la retraite pleine et entière à 60 ans, l'augmentation des salaires, des traitements et des pensions, ou encore l'obligation faites aux entreprises de consacrer une part de leurs bénéfices à l'emploi, en plafonnant la part consacrée aux dividendes, sont de ce point de vue des objectifs salutaires à atteindre.

Et que l'on vienne pas me dire que je m'écarte du sujet parce qu'on refusant de s'engager vers une transformation en profondeur du système actuel qui fabrique autant de richesses que de détresse, on a pas fini de devoir agir sur les conséquences sociales du chômage et de la pauvreté.